

France/A l'occasion de la visite de Xi Jinping à Paris

Macron et Merkel esquissent un front européen face à la Chine

AFP
Paris/France

Les deux dirigeants, flanqués du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, ont plaidé devant leur homologue Xi Jinping en faveur d'un partenariat plus "équilibré".

LE président français Emmanuel Macron et la chancelière allemande Angela Merkel ont revendiqué hier devant leur homologue Xi Jinping un partenariat plus "équilibré" entre la Chine et l'Europe et convié Pékin à défendre le multilatéralisme face au cavalier seul des Etats-Unis.

Au cours d'un mini-sommet inédit à l'Elysée, les dirigeants des deux premières puissances européennes, flanqués du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, ont tenté d'incarner un front européen uni face aux ambitions économiques et stratégiques de la Chine. Le président français Emmanuel Macron, qui avait pris l'initiative de cette rencontre, a exhorté la Chine à "respecter l'unité de l'Union européenne", quand Pékin est soupçonné de jouer la division des pays européens par sa politique d'investissements.

L'Union européenne se sent prise en tenaille entre Donald Trump et son approche contractuelle des relations internationales d'un côté et l'expansion chinoise, incarnée par le projet de "nouvelles routes de la soie" et les investissements massifs un peu par-



Photo : AFP

Le Chinois Xi Jinping et les Européens Jean-Claude Juncker, Emmanuel Macron et Angela Merkel d'accord pour un multilatéralisme rénové.

tout dans le monde et en Europe en particulier, comme en Italie, le dernier pays en date à s'être laissé séduire.

Les nouvelles routes de la soie sont "un projet très important" et "nous, les Européens, nous voulons jouer un rôle" mais "cela doit aussi conduire à une réciprocité que nous avons un peu de mal à trouver", a renchéri la chancelière allemande Angela Merkel.

"COMPETITION POSITIVE"• "Je voudrais (...) que les entreprises européennes trouvent le même degré d'ouverture que les entreprises chinoises en Europe. Totale", a insisté Jean-Claude Juncker, qui présidera le prochain sommet UE-Chine le 9 avril à Bruxelles.

Xi Jinping leur a répondu par un appel à surmonter "la méfiance". "Certes, il y a

des points de désaccord, de la compétition mais c'est de la compétition positive (...) Nous sommes en train d'avancer ensemble", a-t-il dit. Le président chinois n'a cependant pas annoncé de mesures concrètes pour rassurer les Européens, notamment sur les "nouvelles routes de la soie".

Sans jamais citer le nom de Donald Trump, les quatre dirigeants réunis à l'Elysée ont mis en garde contre "les tensions commerciales" dans un contexte d'offensives tous azimuts du président américain, notamment contre les importations chinoises.

"Les frictions internationales continuent à monter et sont de plus en plus marquées par des bras de fer géopolitiques", s'est inquiété Xi Jinping.

Face à un "gouvernement mondial mis à mal", "nous

devons continuer à porter haut l'étendard du multilatéralisme", a insisté le dirigeant chinois qui aime à se présenter comme un acteur classique du concert des nations.

Les quatre dirigeants ont notamment mis en exergue la nécessité d'une "modernisation" de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'arbitre des échanges internationaux dont l'utilité est contestée par la Maison blanche.

"IMPULSION POUR LE CLIMAT"• La Chine a investi au moins 145 milliards d'euros (94 975 milliards de francs) en Europe depuis 2010, mais la tendance est au ralentissement, à l'heure où plusieurs Etats durcissent leurs mesures pour encadrer les acquisitions du géant asiatique. La visite de M. Xi à Paris a

été marquée lundi par une série d'accords et de contrats commerciaux, dont le plus important a été une méga-commande de 300 avions - 290 Airbus A320 et 10 A350 - passée par l'entreprise étatique chinoise CASC (China Aviation Supplies Holding Company) pour un montant de 35 milliards de dollars (20 930 milliards de francs) au prix catalogue.

Dans une déclaration commune, Emmanuel Macron et Xi Jinping ont également promis de garder "un rôle d'impulsion et de mobilisation" contre le réchauffement climatique et d'agir ensemble "pour un sursaut mondial face à l'érosion de la biodiversité". Il se sont engagés à lutter "contre la criminalité environnementale, en particulier le braconnage et le trafic des espèces de la faune et de la flore menacées d'extinction", ainsi que contre la pollution plastique.

Pour Philippe Le Corre, expert au centre d'études américain Carnegie Endowment for International Peace, la seule tenue de cette rencontre constitue "déjà en soi un succès", alors que la Chine aime traiter "individuellement" avec les pays européens.

"Elle se dit en faveur du multilatéralisme et d'une UE forte et prospère mais nous savons pourquoi, ils veulent les marchés européens", estime-t-il. Ce front Merkel-Macron-Juncker "projette un nouveau rapport de force vis-à-vis de la Chine, qui montre une Europe de plus en plus coordonnée", renchérit Alice Ekman à l'Institut français des Relations internationales (Ifri).

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Justice.** Le fils de l'ex-président Zuma plaide non coupable

Duduzane Zuma, fils de l'ancien président sud-africain Jacob Zuma, a plaidé non coupable hier à Johannesburg dans une affaire d'homicide involontaire après avoir provoqué un accident de la route qui a fait deux morts.

• **Cameroun/Réfugiés.** L'appel de l'Onu

L'Onu a lancé hier un appel aux bailleurs de fonds pour recueillir près de 163 millions d'euros (106,7 milliards de francs) pour venir en aide à quelque 437 000 Camerounais déplacés par le conflit dans les régions anglophones de leur pays.

• **Tchad-Libye/Sécurité.** Création d'une force mixte à la frontière



Photo : AFP/L'Union

Le gouvernement tchadien a décidé de créer une force de sécurité mixte dans la province du Tibesti, dans le nord du pays, pour sécuriser la frontière avec la Libye, zone désertique où opèrent trafiquants, orpailleurs illégaux et rebelles.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Politique.** Trump accuse les médias

Le président américain Donald Trump a de nouveau accusé hier les médias d'avoir couvert de manière partielle l'enquête russe menée par le procureur Mueller, les qualifiant d'"ennemi du peuple" et de "véritable parti d'opposition".

• **Proche-Orient / Conflit.** Retour au calme à Gaza

Le calme est revenu hier à Gaza après une nouvelle confrontation à distance entre Israël et Palestiniens, et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu doit désormais décider s'il s'en tient là ou prend le risque d'une escalade à deux semaines des législatives.

• **Royaume-Uni/Politique.** Brexit : les députés en quête d'un plan B

Les députés britanniques cherchaient hier un plan B pour le Brexit, après avoir voté la veille pour reprendre en main le processus de sortie de l'Union européenne, infligeant une nouvelle défaite historique à la Première ministre conservatrice Theresa May.

Algérie/Au bout d'un mois de contestation populaire

L'armée ouvre la voie à un départ du président Bouteflika

AFP
Alger/Algérie

Le général Ahmed Gaïd Salah a en effet prôné le lancement de la procédure prévue par l'article 102 de la Constitution.

LE chef d'état-major de l'armée algérienne a proposé hier une sortie de crise, en demandant que le président Abdelaziz Bouteflika, affaibli par la maladie, soit déclaré inapte à exercer le pouvoir en vertu de la Constitution, ou qu'il démissionne, après un mois de contestation populaire. Le général Ahmed Gaïd Salah a prôné le lancement de la procédure prévue par l'article 102 de la Constitu-

tion, applicable quand le président de la République "pour cause de maladie grave et durable, se trouve dans l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions" ou qu'il démissionne.

Après cette prise de position surprise, la balle se trouve dans le camp de M. Bouteflika lui-même, s'il choisit de démissionner, ou dans celui du président du Conseil constitutionnel, Tayeb Belaïz, à qui il revient de lancer la procédure permettant de déclarer le chef de l'Etat inapte à exercer ses fonctions.

Quelques klaxons ont accueilli la nouvelle à Alger, selon des journalistes de l'AFP.

Affaibli par les séquelles d'un accident vasculaire

cérébral (AVC), qui depuis 2013 l'ont empêché de s'adresser de vive voix aux Algériens et ont rendu rares ses apparitions publiques, M. Bouteflika, 82 ans, est confronté depuis plus d'un mois à une contestation sans précédent depuis son élection à la tête de l'Etat en 1999.

"Il devient nécessaire, voire impératif, d'adopter une solution pour sortir de la crise", a déclaré le général Ahmed Gaïd Salah, un fidèle de M. Bouteflika qui l'a nommé à son poste en 2004. Il a prôné une solution répondant aux "revendications légitimes du peuple algérien", conforme à la Constitution et garantissant la "stabilité de l'Etat".

SOLUTION DE "CONSEN-

SUS"• Cette "solution à même d'aboutir à un consensus (...) et de faire l'unanimité de toutes les parties, est celle stipulée par la Constitution, dans son article 102", a poursuivi le général Gaïd Salah, dans un discours prononcé lors d'une de ses régulières visites auprès d'unités sur le terrain et diffusé à la télévision nationale.

L'article 102 de la Constitution que le président du Conseil de la Nation (chambre haute), prend l'intérim du chef de l'Etat en cas "d'empêchement" du chef de l'Etat quand, "pour cause de maladie grave et durable", il "se trouve dans l'impossibilité totale d'exercer ses fonctions".

Ce sont les deux Chambres du Parlement, qui sur pro-

position du Conseil constitutionnel "réuni de plein droit", doit voter à la majorité des deux-tiers, "l'état d'empêchement".

A l'issue d'un délai de 45 jours, si "l'empêchement" se poursuit, est déclarée la "vacance" du pouvoir. L'intérim se poursuit alors durant 90 jours maximum, période durant laquelle une présidentielle est organisée.

L'article 102 prévoit également cette procédure de "vacance" du fait de la démission du président de la République.

Le président du Conseil constitutionnel Tayeb Belaïz, 70 ans, qui doit réunir son institution pour proposer l'application de l'article 102, est lui aussi un fidèle du chef de l'Etat.